



REVUE DE PRESSE

Mardi 13Août 2019



Une femme et son fils agressés à la machette

Une sexagénaire est entre la vie et la mort après avoir été agressée à la machette hier à Saint-Cybardeaux. L'auteure présumée a été interpellée.



Les techniciens en identification criminelle de la gendarmerie ont terminé leurs constatations vers 20h30 hier soir dans le hameau de «Bols-Raymond» dans la commune de Saint-Cybardeaux.

Photo Quentin Petit

«Quelle sauvagerie !»

À «Bols-Raymond», les deux victimes vivaient ensemble dans une demeure qu'ils louaient depuis une vingtaine d'années sans vraiment entretenir de relations avec le voisinage. On évoque dans le hameau une vie aux confins de la marginalité, de mouvements la nuit, de menus larcins, «de grosses voitures qui allaient et venaient», laissant planer l'ombre de la drogue. «On se doutait que quelque chose comme ça allait

arriver, c'était très bizarre. Finalement, ça ne me surprend pas plus que ça», confie un habitant du lieu-dit, qui a appris la nouvelle dans la soirée. «Tout le monde s'y attendait», soufflait un autre. «Quelle sauvagerie!», n'en revenait pas le maire Francis Roy. Selon les éléments que j'ai, c'est d'une barbarie impensable. Ce qu'on prend pour des faits divers ailleurs se passe désormais sur nos territoires... On n'est à l'abri de rien.»



Règlement de comptes? Stupéfiants? Affaire de cœur? L'enquête, ouverte pour tentative d'homicide, devra déterminer le motif du contentieux.

a.deneytoul@charenteinfo.fr

«**C'est du Tarantino!**» Abasourdi, sous le choc. Hier en fin d'après-midi, ce voisin n'était toujours pas remis de l'ultra-violente altercation qui s'est déroulée vers 13h30 derrière le grand porche en bois de ce petit et vétuste corps de ferme charentais du hameau de «Bois-Raymond», rue des Deux-Cantons, dans la commune de Saint-Cybardeaux. Un autre témoin décrivait un «*corps lacéré de partout.*»

Là, sur les bords de la Nouère, à quelques kilomètres de Rouillac, une femme, quadragénaire, armée d'une machette, s'en est violemment pris à une sexagénaire et à son fils de 36 ans, pour une raison que l'on ignore pour l'instant.

Entre la vie et la mort

Le bilan est lourd, très lourd: la sexagénaire, victime selon nos informations d'une fracture du crâne infligée par un coup de machette, a été héliportée en urgence absolue au CHU de Poitiers. Hier soir, elle luttait encore contre la mort. En début d'après-midi, il a

d'ailleurs fallu une bonne heure aux personnels du Smur pour l'installer dans l'hélicoptère, stationné sur le terrain de football de Saint-Cybardeaux. En urgence, les secours ont d'ailleurs dû la transfuser abondamment.

Son fils, avec qui elle vivait, a de son côté été transporté au centre hospitalier d'Angoulême avant d'être pris en charge à la clinique Saint-Joseph par un spécialiste de la chirurgie de la main. Il a eu deux doigts sectionnés lors de la bagarre.

Il se défend et tire avec une arme à feu

C'est donc une femme, la quarantaine, qui, hier en début d'après-midi, entre 13h30 et 14 heures, s'est annoncée, armée d'une machette, dans cette maison dont la cour est entourée d'un grand mur de pierres charentaises. Le ton est très vite monté, les coups assés. Muni d'une arme à feu de faible puissance, le fils a tenté de repousser la femme, la blessant aux jambes. Cela n'a pas empêché cette dernière de porter plusieurs coups de machette. Dont un qui a violemment atteint à la tête la sexagénaire.

Règlement de compte? Stupéfiants? Affaire de cœur? L'enquête devra déterminer le motif du contentieux.

L'auteure présumée des coups de machette a été appréhendée, dans l'après-midi, par les forces de l'ordre. Mais pas immédiatement. Puisque selon nos informations, elle a d'abord pris la fuite, vraisemblablement à pied. Elle a ensuite

été prise en stop, puis emmenée vers Angoulême, à la clinique Saint-Joseph, à l'endroit même où se trouvait l'homme de 36 ans blessé à la main. C'est là qu'elle a été interpellée, puis transportée à son tour vers le centre hospitalier d'Angoulême pour être prise en charge et faire soigner ses blessures par arme à feu. Un gendarme a d'ailleurs accompagné l'ambulance qui l'a transportée vers Girac.

”

On se doutait que quelque chose comme ça allait arriver, c'était très bizarre. Finalement, ça ne me surprend pas plus que ça.

Dans le petit hameau de «Bois-Raymond» d'ordinaire si tranquille, l'agression a provoqué un profond émoi (lire encadré). Rapidement alertés, le Smur et les pompiers de Rouillac ont pris en charge les blessés. Les enquêteurs se sont aussi déployés autour de la maison pour procéder aux premières constatations. Les techniciens en identification criminelle ont œuvré jusqu'à environ 20h30 pour recueillir les moindres traces ou indices qui permettraient de préciser le déroulé de la scène.

■ Il ne circulera pas avant le mois de septembre ■ Pierre-Marie Chevaillier ne trouve pas de chauffeur ■ Et il est toujours à l'arrêt avec son bateau-restaurant.

Après la gabare, Cognac en panne de petit train

Ce sont les points noirs de cette saison estivale, selon Coline La Fontaine. Depuis le mois de juillet, le petit train est hors service, à Cognac, qui pour la troisième année consécutive doit aussi faire sans bateau. Chargé de mettre en œuvre ces deux animations, Pierre-Marie Chevaillier ne trouve pas de chauffeur pour conduire le premier. «*C'est un enfer*», lâche celui qui a mis une annonce sur le site de Pôle emploi dès la fin de saison 2018. «*J'ai même payé le permis à un gars, mais il est parti depuis dans le nord de la France.*» Pas un seul CV ne lui est parvenu, dit-il. «*Alors que c'est le boulot le plus peinant de la planète. On roule à 5km/h, on fait des coucous et des sourires dans la rue piétonne.*» À Angoulême, assure-t-il, ça fonctionne, mais il ne faudra pas compter sur le retour du petit train avant le mois de septembre, à Cognac. «*Comme c'est dans nos brochures, les gens nous le demandent*», observe la directrice de Destination Cognac. Cette famille de Carcassonne s'est ainsi retrouvée le bec dans l'eau vendredi matin. «*On voulait le prendre parce que*



Faute de chauffeur, le petit train ne circule pas dans les rues de Cognac.

Photo archives CL

c'est pratique, on s'assoit et on se laisse guider, mais il n'y en a pas.» Résultat: un tour à pied dans les rues de la ville, avant la visite d'une maison de cognac et un déjeuner dans un restaurant... au bord de la

Charente. Car les touristes – c'est une vraie tendance – veulent se rapprocher du fleuve. Malheureusement, aucune croisière n'est encore proposée cette année depuis Cognac. Le «Fran-

çois I^{er}», le bateau-restaurant qu'a racheté Pierre-Marie Chevaillier pour le mettre sur l'eau l'été dernier, est toujours à quai.

Pire: Grand Cognac, qui a résilié la convention qui les lie, lui a demandé de quitter le ponton.

«*On lui mettait à disposition à condition qu'il s'engage à faire naviguer un bateau*», indique Chantal Nadeau, vice-présidente de l'agglomération en charge du tourisme.

«Un cas de force majeure»

«C'est un cas de force majeure si je n'exploite pas», répond Pierre-Marie Chevaillier, qui s'estime «victime d'une escroquerie».

«J'ai acheté ce bateau sous réserve que les moteurs tournent. En mars, ils n'ont pas démarré.» Depuis, le patron de Charente Croisières est en bisbille avec le vendeur. Après la saison estivale, il prévoit d'aller «le voir avec un huis-sier. Soit on trouve un compromis, soit j'enclenche une procédure.» Pierre-Marie Chevaillier souffle: «C'est le genre d'opérations qui pourrait foutre ma boîte en l'air.»

«On entend bien son problème, assure, de son côté, Chantal Nadeau. Mais notre problème à nous, c'est l'offre touristique et on est tous mécontents.»

Compte tenu des délais de fabrication et de la difficulté à trouver un bateau, elle ne se fait toutefois guère d'illusion.

«En 2020, on aura avancé sur le dossier, mais on n'aura pas de bateau.» Dommage: les familles représentent un vrai potentiel de développement pour le tourisme à Cognac. Encore faut-il avoir des choses à leur proposer.

Le chiffre

101.494



C'est le nombre de connexions sur le site internet de Destination Cognac depuis le mois de janvier. Et c'est énorme, comparé à l'année dernière. 56.582 connexions avaient été comptabilisées entre les mois de janvier et juillet 2018. Rien que pour le mois de juillet, cette année, 31.494 connexions ont été recensées, contre 20.850 l'an passé. Certainement l'une des conséquences de la Semaine fédérale de cyclotourisme. Il n'y a pas que ça: rappelons que le site internet de Destination Cognac a fait peau neuve en février 2018 et qu'il est aujourd'hui sacrément plus sexy.

L'image



Les cyclos démontent le camp

Ils avaient jusqu'à midi, hier, pour quitter le camping géant, installé route de Dizédon à Châteaubernard (lire notre édition de samedi). Les derniers cyclos de la Semaine fédérale internationale ont quitté les lieux, mais les bénévoles, eux, n'ont pas terminé leur mission (Photo Pierre Nau). Ils ont deux mois pour rendre le terrain tout propre à ses quatre propriétaires.

Rue Gabriel-Jaulin, les poteaux de la discorde

C'est la seule rue de Cognac qui en possède. Ils permettent aux habitants de sortir de leur garage. Mais ça en fait grogner certains.

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

Tout le monde le reconnaît: se garer dans la rue Gabriel-Jaulin, entre Martell et les Chais Monnet à Cognac, relève du casse-tête. Pour les habitants surtout, qui doivent composer avec les voitures ventouse et celles qui s'installent allègrement sur les bandes jaunes. «Ça fait deux ans et demi qu'on habite ici et on a déjà fait enlever quatre voitures», confie Albert Jansen, parfois obligé d'appeler la police pour sortir de chez lui.

”

Pour la fête du cognac, on a préféré sortir notre voiture du garage. S'il y avait eu une urgence, on aurait été bloqué.

C'est que la rue Gabriel-Jaulin est étroite. Sortir sa voiture du garage est quasi impossible lorsqu'un autre véhicule est garé en face. Il y a bien des bandes jaunes au sol pour empêcher le stationnement... mais c'est à peu près comme si elles n'existaient pas. «Si c'était respecté, il n'y aurait pas de problème. Mais là, c'est vraiment le bazar. Pour la fête du cognac, on a préféré sortir notre voiture du garage. S'il y avait eu une urgence, on aurait été bloqué.» Pour remédier au problème, certains riverains ont demandé la pose de poteaux. Deux petits nouveaux ont poussé la semaine dernière. Ça en fait quinze au total, dans la rue... qui est la seule de



La rue Gabriel-Jaulin est la seule à Cognac à avoir des poteaux pour permettre aux habitants de sortir plus facilement de leur garage.

Photo J. P.

Cognac à en posséder. «Au départ, on n'en voulait pas, mais on va finir par en demander», souffle Albert Jansen, qui avoue que ces poteaux «créent une mauvaise ambiance dans le voisinage».

«Si la police mettait des prunes, ça finirait par dissuader»

Certains y voient des passe-droits. Comme Robert Lassier, à qui ces poteaux hérissent le poil. «Pourquoi on n'interdit pas simplement le stationnement dans toute la rue? Ça coûtera moins cher», lance le retraité, installé là depuis cinquante ans, qui aimerait bien que la police verbalise plus souvent dans le coin. Et d'ajouter: «S'ils mettaient des

prunes, ça finirait par dissuader.» «Ça fait plus d'un mandat que ça ne lui va pas du tout», lâche Michel Gourinchas, le maire, tout en rappelant que ces «potelets ont été demandés». «Je veux bien faire un sondage dans la rue et si une majorité est pour les enlever, on les enlèvera. Mais on nous demandera alors une autre solution.» Reconnaisant que le stationnement «pose problème» rue Gabriel-Jaulin, il précise que «des solutions ont été apportées au fil du temps». Pas satisfaisantes pour tout le monde. Mais ça, c'est comme partout: «Dans les autres rues, on met des lignes jaunes quand des difficultés sont soulevées par les riverains. Ça réduit le nombre de places dans la rue et ça énerve les gens.»

Une nouvelle offre pour changer son pare-brise



Gaël Meunier présente son nouvel atelier.

Photo C.L.

Une nouvelle entreprise de remplacement de vitrages automobiles s'est ouverte au 30, rue des Vauzelles à Châteaubernard. Gaël Meunier, gérant de «MG Pneus», installé à la même adresse depuis plus de six ans, étend ainsi sa gamme de services aux automobilistes, en ouvrant une franchise «SOS Pare-brise +», la 140^e en France, associé pour cette nouvelle activité à Abdel Houcheche, franchisé depuis

trois ans à Angoulême. Pour la partie technique, un salarié expérimenté a été embauché, «à mi-temps jusqu'à présent, dit le gérant, mais au rythme où ça se développe, je vais être obligé de le passer à plein-temps». «La clé du succès», explique Gaël Meunier, qui propose différents services pour essayer de se démarquer sur un marché très concurrentiel. Et la société propose également des stages de récupération de points.

Patrimoine



CHÂTEAUBERNARD Patrimoine industriel

Visite de l'usine Verallia organisée par l'office de tourisme de Cognac, l'occasion unique de découvrir l'histoire de la verrerie de Cognac, ainsi que les principales étapes de processus verrier.

» Verallia, Mardi, 14h30. 86.
Sur réservation. 05 45 82 10 71.



Photo Archives Renaud-Jouffert

632119

SAINT-SULPICE-DE-COGNAC

Les membres du club Trait d'Union (3^e âge) et sa présidente, l'ensemble du Conseil municipal de Saint-Sulpice-de-Cognac et son maire ont la triste nouvelle d'annoncer le décès de

M. Jean NADAUD.

La cérémonie à sa mémoire aura lieu le mercredi 14 août 2019, à 10 heures, en l'église de Saint-Sulpice-de-Cognac.

AML PF, maireries charentaises, Cognac, Jamar, 15, avenue Paul-Firino-Martell, (ancienne rue de Pons), 05.45.824.105.

632108

SAINT-SULPICE-DE-COGNAC

Le Conseil municipal et le maire de Saint-Sulpice-de-Cognac ont la tristesse de vous annoncer le décès de

M. Gérard ANTOINE,

conseiller municipal sans discontinuité depuis 1977.

La cérémonie à sa mémoire aura lieu le mercredi 14 août 2019, à 15 h 30, en l'église de Saint-Sulpice-de-Cognac.

AML PF, maireries charentaises, Cognac, Jamar, 15, avenue Paul-Firino-Martell, (ancienne rue de Pons), 05.45.824.105.

Epstein: une affaire française?



Les deux secrétaires d'État, Marlène Schiappa et Adrien Taquet, veulent faire la lumière sur les liens entre cette affaire et la France.

Photo AFP

Les deux secrétaires d'État Marlène Schiappa (Égalité femmes/hommes) et Adrien Taquet (protection de l'enfance) ont réclamé hier l'ouverture d'une enquête en France concernant l'affaire Jeffrey Epstein. Le financier américain, retrouvé mort en prison samedi, était poursuivi pour de multiples agressions sur mineures. «L'enquête américaine a mis en lumière des liens avec la France. Il nous semble ainsi fondamental, pour les victimes, qu'une enquête soit ouverte en France afin que toute la lumière soit faite», écrivent les deux ministres dans un communiqué. Alors que l'autopsie du financier américain devrait donner plus de réponse sur les circonstances de son suicide dans les prochains jours, Marlène Schiappa veut éclaircir les liens existant entre Jeffrey Epstein et la France. Sur

■ Deux secrétaires d'État réclament une «enquête» en France concernant l'affaire Epstein
 ■ L'objectif est «d'éclaircir» les liens du financier avec Paris.

la sellette notamment le Français Jean-Luc Brunel, patron d'une agence de mannequins. «La mort de Jeffrey Epstein ne doit pas priver les victimes de la justice à laquelle elles ont droit: c'est une con-

dition essentielle à leur reconstruction, c'est aussi une condition à une protection plus efficace à l'avenir d'autres jeunes filles face à ce type de réseaux organisés, face à ce type de prédateurs», écrivent Marlène Schiappa et Adrien Taquet.

«Des victimes de nationalité française»

Dans une lettre au procureur de la République de Paris et reproduite sur le site de L'Obs, l'association Innocence en danger indique pour sa part lui avoir adressé un signalement le 23 juillet et souligne que «la France est concernée par ce dossier puisque des investigations menées par le FBI font apparaître plusieurs personnes de nationalité française». Innocence en danger cite une «source fiable» selon laquelle «plusieurs victimes du réseau prostitutionnel créé par Jeffrey Epstein et ses

complices sont également de nationalité française». Cependant la ministre de la Justice, Nicole Belloubet, a rappelé hier qu'il

«La mort de Jeffrey Epstein ne doit pas priver les victimes de la justice à laquelle elles ont droit.

n'appartenait pas au gouvernement de décider des «poursuites». La ministre estime que «les poursuites ne sont pas décisions du gouvernement (...) conformément au principe d'indépen-

L'essentiel de l'affaire Epstein

Quels sont les reproches faits à Epstein?

Jeffrey Epstein était inculpé pour avoir organisé, de 2002 à 2005 au moins, un réseau constitué de dizaines de jeunes filles mineures. Il avait avec elles des rapports sexuels dans ses nombreuses propriétés.

Comment a-t-il pu se donner la mort?

Jeffrey Epstein a été retrouvé «inanimé dans sa cellule», vers 6 h 30, samedi matin. L'administration pénitentiaire évoque un «suicide apparent». Le médecin légiste, Barbara Sampson, a indiqué dimanche, après avoir procédé à l'autopsie et avoir besoin de «plus d'informations».

Quelles sont les suites possibles?

Son procès, qui était prévu en 2020, n'aura pas lieu. Ce décès ne marque toutefois pas la fin de l'affaire. Le procureur fédéral de Manhattan, Geoffrey Berman, a assuré que les investigations se poursuivraient.

dance de l'autorité judiciaire». La mort dans sa cellule de prison new-yorkaise du financier et figure de la jet-set américaine Jeffrey Epstein, 66 ans, a causé la stupeur aux États-Unis et déclenché des enquêtes du FBI et du ministère de la Justice Jeffrey Epstein est accusé de multiples agressions sexuelles présumées et d'avoir fait venir des dizaines de mineures dans ses luxueuses résidences. Sa mort qualifiée d'«apparent suicide» par l'administration pénitentiaire a immédiatement donné lieu à plusieurs théories du complot et à un scandale aux États-Unis, certains croyant plus à un meurtre qu'à un suicide en raison de ses nombreuses connexions dans les cercles du pouvoir. Hier, le ministre américain de la Justice, William Barr, a dénoncé «de graves irrégularités» à la prison fédérale où a été retrouvé mort le financier.

Manche: 3 enfants meurent dans le chavirage d'une embarcation

Une vedette a chaviré au large d'Agon-Coutainville hier après-midi. L'accident a entraîné la mort de trois enfants.

Une embarcation a chaviré au large d'Agon-Coutainville (Manche) hier après-midi et, parmi les six occupants, trois enfants de 7, 9 et 13 ans sont décédés, a-t-on appris hier auprès des sapeurs-pompiers. Les trois enfants étaient en arrêt cardiaque lorsqu'ils ont été pris en charge par les secours et n'ont pu être réanimés tandis que les trois

adultes qui les accompagnaient sont indemnes ou légèrement blessés. Une enquête a été ouverte par le parquet de Coutances, a indiqué la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord dans un communiqué. Les trois enfants décédés sont deux fillettes de 9 et 13 ans et un garçon de 7 ans, selon les secours. La vedette de type pêche-promene-

nade, à bord de laquelle se trouvaient les six passagers, «s'est retournée à environ 800 mètres de la plage de Passous à Agon-Coutainville», a précisé la préfecture maritime. «La vedette ainsi que tous les passagers ont été ramenés sur la plage de Passous où ils ont été pris en charge, en état d'urgence, par les équipes médicales et les pompiers».



La vedette s'est retournée à environ 800 mètres de la plage de Passous.

Photo AFP

Hong Kong: vers une nouvelle escalade

Les manifestants ont envahi l'aéroport de Honk Kong pour protester contre les violences policières. Les vols ont été annulés et les autorités chinoises durcissent le ton.

L'aéroport de Hong Kong a pris hier la décision rarissime d'annuler tous ses vols après que des milliers de manifestants eurent envahi son hall des arrivées pour protester contre les violences policières commises dans le cadre de la mobilisation sans précédent qui embrase l'ex-colonie britannique. La fermeture du huitième aéroport international le plus fréquenté au monde, connu pour sa remarquable efficacité, a été annoncée alors que le gouvernement central chinois a dit voir «des signes de terrorisme» dans cette contestation dans sa région semi-autonome. La décision de l'autorité aéroportuaire, et les propos de la Chine, survenus à 10 minutes d'intervalle, sont le signe d'une nouvelle escalade dans une crise politique qui dure depuis début juin, et qui est la plus grave à Hong Kong depuis la rétrocession du territoire à la Chine en 1997.

«Bienvenue dans la ville des lacrymos usagées»

Voilà quatre jours que l'aéroport, qui a accueilli 74 millions de passagers en 2018, est le théâtre d'un sit-in pacifique de milliers de manifestants qui cherchent par cette action originale à sensibiliser les voyageurs à leur cause. Mais après dix week-ends consécutifs de manifestations dans le territoire, qui a de nouveau été émaillé de graves violences entre radicaux et forces

de l'ordre, le nombre de manifestants a nettement augmenté hier à l'aéroport, où ils étaient plus de 5.000, selon la police. «Les opérations aéroportuaires sur l'aéroport international de Hong Kong ont été gravement perturbées du fait des rassemblements publics à l'aéroport aujourd'hui», a annoncé l'autorité aéroportuaire dans un communiqué.

«Œil pour œil»

Si les manifestations ont commencé début juin avec le projet de loi qui aurait autorisé les extraditions vers la Chine, la mobilisation à Hong Kong a considérablement élargi ses revendications, désormais centrée sur la dénonciation d'un recul des libertés et des ingérences de la Chine. Et désormais, les manifestants dénoncent presque exclusivement les violences policières. Les manifestants accueillent les voyageurs avec une haie d'honneur et une banderole indiquant: «Bienvenue dans la ville des lacrymos usagées». La mobilisation a ces dernières semaines donné de plus en plus lieu à des violences et Pékin a musclé son discours et ses menaces d'intervention. Et un nouveau palier a été franchi hier. La police a tiré dimanche des lacrymogènes dans des rues commerçantes, des manifestants ripostant en jetant des briques ou même, en aspergeant les forces de l'ordre à l'intérieur d'une

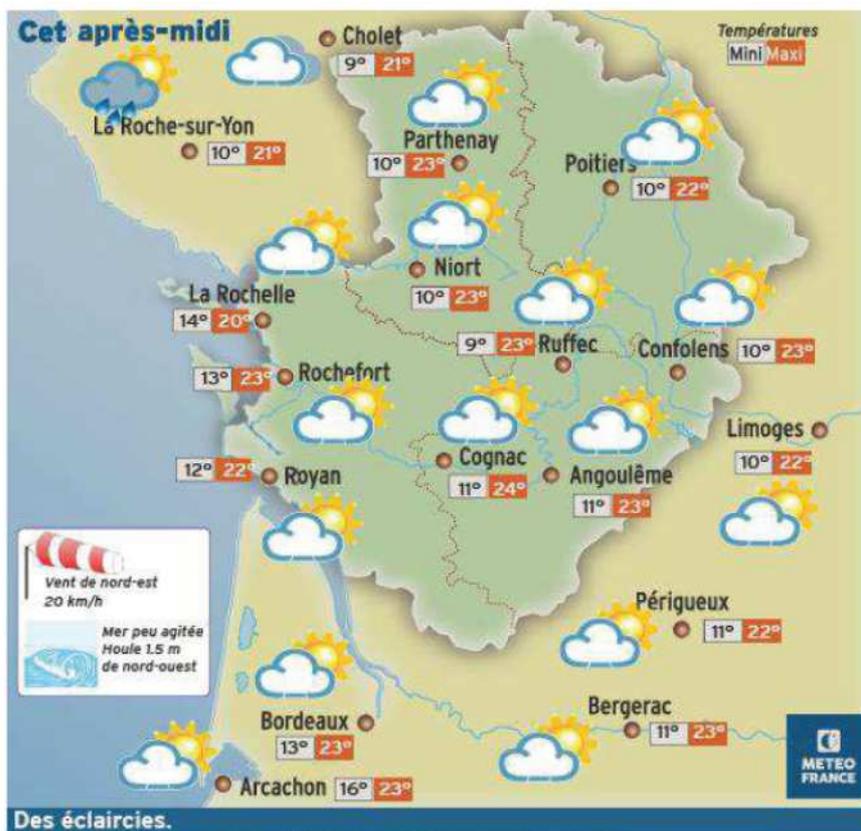


«Ils nous tirent dans les yeux», peut-on lire sur les pancartes.

Photo AFP

station de métro avec extincteurs ou des tuyaux d'arrosage. Un responsable du gouvernement hong-kongais a annoncé que 45 personnes avaient été blessées dans les affrontements, dont deux dans un état grave. Parmi elles, une femme souffre d'une grave blessure au visage, après avoir vraisemblablement été frappée par un projectile en sachet (sac rempli de billes en plomb). Des photos la montrant par terre le visage en sang ont été vite reprises sur internet, ornant désormais des tracts appelant à de nouvelles manifestations. «Œil pour œil», proclamait ainsi un flyer

invitant les manifestants à se rendre à l'aéroport. Les autorités se sont défendues de faire un usage excessif de la force contre les manifestants. Et la police a dévoilé hier deux camions surmontés de canons à eau, un instrument qui n'a jusqu'alors jamais été utilisé en deux mois de manifestations. Le porte-parole du Bureau des affaires de Honk Kong et Macao, Yang Guang a dénoncé «une minuscule minorité» qualifiée de «grave défi à la prospérité et à la stabilité de Hong Kong», en affirmant que des cocktails molotov avaient été lancés en direction des policiers.



Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi
Royan 13° / 24°	Royan 16° / 23°	Royan 14° / 23°	Royan 16° / 23°	Royan 17° / 22°	Royan 15° / 22°
Coqnac 12° / 25°	Coqnac 16° / 25°	Coqnac 14° / 25°	Coqnac 15° / 27°	Coqnac 17° / 24°	Coqnac 14° / 24°
Angoulême 11° / 25°	Angoulême 15° / 24°	Angoulême 12° / 25°	Angoulême 13° / 28°	Angoulême 16° / 24°	Angoulême 13° / 23°
Confolens 10° / 25°	Confolens 14° / 24°	Confolens 12° / 25°	Confolens 14° / 26°	Confolens 16° / 23°	Confolens 13° / 23°

« Sexe, pouvoir : le complot tient ses ingrédients »

AFFAIRE EPSTEIN Rudy Reichstadt, le fondateur de l'Observatoire du conspirationnisme, analyse les théories du complot qui surgissent après la mort de l'homme d'affaires



Une vidéo prise lors d'une fête privée organisée en 1992 par Donald Trump a ressurgi en juillet, après l'arrestation de Jeffrey Epstein. On y voit les deux hommes discuter amicalement. NBC

Donald Trump, magnat de la conspiration

En retweetant un message alléguant, sans preuve, que l'ex-président Bill Clinton pourrait être lié à la mort de Jeffrey Epstein, Donald Trump a allongé la liste des thèses complotistes qu'il a contribué à propager. En voici une liste non exhaustive :

Parlant d'un « coup d'État manqué », il a assuré en mai que l'enquête du FBI sur les relations de Moscou avec son équipe de campagne s'était doublée d'un « espionnage » de ses collaborateurs.

Le magnat de l'immobilier avait pris la tête d'une campagne infondée contestant la nationalité américaine de Barack Obama, en mettant en doute la validité de son certificat de naissance et donc sa légitimité à être président.

Il a repris la thèse de l'existence d'un « État de l'ombre », théorie de l'extrême droite affirmant l'existence d'un gouvernement parallèle.

En novembre 2017, il a relayé sur son compte Twitter trois vidéos islamophobes propagées par l'extrême droite britannique.

Il a répété que des « millions » de personnes ont voté, selon lui, de manière illégale à la présidentielle 2016 qu'il a pourtant remportée après avoir été distancé de près de 3 millions de voix par Hillary Clinton. Aucun élément concret n'est venu corroborer ses affirmations.

Recueilli par Jean-Denis Renard
jd.renard@sudouest.fr

Rudy Reichstadt est le directeur de Conspiracy Watch, l'Observatoire du conspirationnisme, un site web qu'il a fondé en 2007. Cet outil de connaissance sur les théories complotistes et ceux qui les diffusent avait pour but initial de lutter contre les « vérités alternatives » qui se sont multipliées grâce à l'essor d'Internet. L'ouvrage de Rudy Reichstadt, « L'Opium des imbéciles. Essai sur la question complotiste » devrait sortir chez Grasset, le 11 septembre prochain – ça ne s'invente pas.

«SudOuest» Dans l'affaire Epstein comme dans d'autres, qu'est-ce qui différencie l'interrogation légitime de la théorie complotiste ?

Rudy Reichstadt Poser des questions n'a rien d'illégitime. Même la « baguette de sourcier » du complotisme, c'est-à-dire le fait de savoir à qui profite la mort de l'intéressé, n'est pas farfelue dans le cas d'espèce. Se conformer à la théorie du complot sur une affaire de ce genre relève d'une autre démarche : se fermer à toute forme de contradiction, rester sourd à tout ce qui pourrait contrarier la thèse que l'on privilégie, tenir des propos basés sur des prémices erronées... De



Rudy Reichstadt. PHOTO DR

puis l'annonce de la mort d'Epstein, ces raisonnements viciés font florès. L'énormité de la nouvelle a entraîné le départ au quart de tour des commentaires sur « l'assassinat maquillé ». C'est aller vite en besogne pour la simple raison qu'aucun élément tangible ne l'accrédite à ce jour. Je suis d'ailleurs prêt à parier que si les enquêtes – policières, judiciaires, journalistiques – concluent au suicide d'Epstein, les complotistes n'en démordront pas.

Comment expliquez-vous cette absence de précaution ?

Le commentaire est permanent et instantané. On ne laisse plus à l'information le temps nécessaire à son traitement. On conclut avant même d'avoir quelque résultat des

enquêtes diligentées. C'est une tendance qui dépasse le complotisme et qui a à voir avec l'émergence de l'information en continu. On spéculait déjà sur les causes de la mort d'Epstein avant de savoir s'il avait ou non été retrouvé pendu, c'est assez significatif. Sur ce plan, nous sommes tous responsables : ceux qui produisent ce type de commentaires et ceux qui les écoutent.

Dans l'affaire Epstein, qu'est-ce qui favorise la naissance de théories conspirationnistes ?

Tous les ingrédients requis sont présents : c'est une affaire de sexe, d'argent et de pouvoir. Elle a un caractère de gravité avérée avec la mort d'un homme en prison. Cet homme a fréquenté deux présidents des États-Unis, Bill Clinton et Donald Trump. L'aspect sulfureux du dossier est évident du fait des accusations d'exploitation sexuelle qui en font la substance – exploitation sexuelle de mineures qui plus est, ce qui revêt une forte charge symbolique. La mention du nom de Bill Clinton fait le lien avec le « pizzagate », cette théorie sur l'existence d'un réseau pédophile dans l'entourage d'Hillary Clinton, qui est née à l'automne 2016 et a eu un fort retentissement aux États-Unis. Enfin, l'affaire renvoie à l'existence sup-

posée d'un « État profond » qui tirerait les ficelles en coulisses, un concept remis au goût du jour avec l'élection de Donald Trump.

On a le sentiment qu'aux États-Unis les républicains comme les démocrates s'emparent de l'affaire...

D'un côté comme de l'autre, les commentaires imprudents sont

souvent l'œuvre de gens très politisés. Les soutiens de Trump en tirent argument contre les démocrates, alors qu'en apparence ils sont assez mal placés pour ce faire. Rappelons qu'Alexander Acosta, le ministre du Travail de Donald Trump, a dû démissionner à la mi-juillet (NLR : il était procureur fédéral de Miami en 2008, quand Epstein

avait conclu un accord avec la justice).

té d'une telle manière. On peut penser que le sujet était si consensuel en France, si peu polémique, qu'il n'était pas propice à l'émergence de théories conspirationnistes. À l'inverse, l'incendie de Notre-Dame de Paris est intervenu dans un contexte politique avec lequel il est entré en résonance. De ce fait, il a donné lieu à une réécriture complotiste. Fondamentalement, le phénomène complotiste relève de la politique avant même de renvoyer à la psy-

chologie des individus qui le font prospérer.

En ce sens, est-il nouveau ?

Il faut relire un article du « New York Times » daté de 1894. Il moquait la rumeur selon laquelle les philatélistes étaient pour quelque chose dans le déclenchement de la guerre de Sécession (1861-1865). Pour des raisons diverses, le marché du timbre avait plutôt profité de la guerre civile. De là à en déduire que les philatélistes en étaient responsables...

Paris, autre terrain de chasse du prédateur ?



Jeffrey Epstein possédait un appartement dans ce luxueux immeuble de l'avenue Foch. AFP

FRANCE Deux secrétaires d'État réclament une enquête sur les agissements de Jeffrey Epstein dans la capitale

L'enquête sur le milliardaire Jeffrey Epstein, retrouvé mort en prison, samedi à New York, alors qu'il était en attente d'un procès pour avoir abusé de dizaines de jeunes filles, fait apparaître de possibles liens entre cette figure de la jet-set et la France. Dès la fin juillet, l'association Innocence en danger avait adressé un signalement au procureur de la République de Paris pour alerter sur les éventuels comportements criminels du financier américain dans la capitale, où il possédait un lieu de résidence.

« Ces séjours sur le territoire français étaient réguliers et il appartient aux enquêteurs [...] de faire la lumière sur l'usage de l'appartement acquis par M. Epstein,

au regard des révélations faites par l'une des victimes identifiées aux États-Unis », qui affirme avoir « beaucoup voyagé avec lui en tant que son esclave sexuelle, notamment à Paris », écrivait cette association de protection de l'enfance.

« D'éventuelles ramifications »

Contacté hier, le parquet de Paris a fait savoir que « les éléments transmis (étaient) en cours d'analyse et de recoupement [...] afin de déterminer si une enquête doit être ouverte sur le territoire français ». Sans attendre les conclusions des magistrats, les secrétaires d'État Marlène Schiappa (égalité fem-

mes et hommes) et Adrien Taquet (Protection de l'enfance) ont réclamé, dès hier, que des investigations soient lancées.

« Il nous semble fondamental, pour les victimes, qu'une enquête soit ouverte en France afin que toute la lumière soit faite », écrivent les deux membres du gouvernement dans un communiqué. L'entourage de Marlène Schiappa précise qu'il s'agit d'« éclaircir » les liens que l'homme d'affaires avait avec Paris, comme de nombreux allers-retours entre la France et les États-Unis et la propriété d'un immeuble près de l'Arc de Triomphe.

Le collectif féministe des efforts s'est aussitôt soutenu cette de-

mande afin de faire la lumière sur d'éventuelles « ramifications » françaises : « Tout laisse en effet penser que les prédateurs en question ne connaissent pas plus de frontières nationales, qu'il n'y a de limites à leur immoralité et à leur cruauté ! »

La garde des Sceaux a plus froidement accueilli l'appel des deux secrétaires d'État, s'empressant de rappeler que l'initiative des poursuites judiciaires n'appartenait pas au gouvernement mais aux seuls magistrats. « Depuis 2013, les instructions individuelles sont prohibées, conformément au principe d'indépendance de l'autorité judiciaire », a souligné Nicole Belloubet.

La crise prend de l'ampleur

HONG KONG Des milliers de manifestants pro-démocratie ont envahi, hier, l'aéroport international qui a pris la décision d'annuler tous les vols

L'aéroport de Hong Kong a pris, hier, la décision rarissime d'annuler tous ses vols après que des milliers de manifestants pro-démocratie ont envahi le hall des arrivées, tandis que Pékin musclait son discours, disant voir dans leur mouvement « des signes de terrorisme ». Les autorités ont indiqué qu'elles œuvraient pour rouvrir l'aéroport ce matin à 6 heures, mais des centaines de protestataires restaient dans le hall d'arrivée dans la soirée, ne donnant aucun signe de vouloir quitter les lieux. La fermeture du huitième aéroport international le plus fréquenté au monde (74 millions de passagers en 2018) a été annoncée au moment où le gouvernement central chinois disait voir « des signes de terrorisme » dans la contestation qui agite sa région semi-autonome.

Ces annonces, survenues à 10 minutes d'intervalle, marquent une nouvelle escalade dans la crise politique initiée début juin, la plus grave à Hong Kong depuis la rétrocession du territoire par Londres à la Chine, en 1997.

Policemilitaire

« Les manifestants radicaux de Hong Kong ont à plusieurs reprises eu recours à des objets extrêmement dangereux afin d'attaquer des policiers, ce qui constitue déjà un crime grave et révèle de premiers signes de terrorisme », a accusé à Pékin le porte-parole du Bureau des affaires de Hong Kong et Macao, Yang Guang. Comme pour

ajouter à la guerre des nerfs déclenchée par la presse de Pékin, deux médias publics, le « Quotidien du peuple » et le « Global Times », émanations directes du Parti communiste au pouvoir, ont diffusé des vidéos censées représenter des blindés de transport de troupes se dirigeant vers Shenzhen, la métropole située aux portes de Hong Kong. La vingtaine de véhicules de la police militaire « se prépare à des exercices de grande ampleur », a indiqué le « Global Times ».

« De plus en plus dangereux »

À l'aéroport, quelque 5 000 manifestants, selon la police, étaient venus, hier, poursuivre un quatrième jour de sit-in pacifique afin de sensibiliser les voyageurs à leur cause. Certains brandissaient des pancartes où se lisait « Hong Kong n'est pas sûr » ou « Honte à la police ». Ils accusent les policiers d'avoir recouru à une violence disproportionnée dans le but de réprimer les rassemblements.

Dans les haut-parleurs de l'aéroport, dans l'après-midi, une voix invitait régulièrement les gens à quitter les lieux : « Tous les vols ont été annulés, s'il vous plaît veuillez sortir dès que possible. »

La mobilisation a vu ces dernières semaines se multiplier les affrontements entre policiers et manifestants. « Cela devient de plus en plus dangereux, mais si on ne continue pas de descendre dans la rue à ce stade, notre avenir sera de plus en plus effrayant et nous perdrons nos libertés », a confié une



Des milliers de manifestants ont pris place dans le hall des arrivées de l'aéroport. PHOTO AFP

manifestante de 22 ans, portant le nom de famille Chan. Les forces de l'ordre, au cours du dixième week-end de mobilisation, ont tiré des gaz lacrymogènes dans le métro et dans des rues commerçantes pleines de monde. Les protestataires répliquaient en leur lançant des briques et leur retournant des lacrymogènes.

« Œil pour œil »

Selon les autorités sanitaires, 45 personnes ont été blessées, dont deux sont dans un état grave. Parmi elles, une femme touchée au visage aurait peut-être perdu la vue. Des images la montrant allon-

gée sur le sol, baignant dans son sang, sont rapidement devenues virales, et ont même été placardées sous le slogan « œil pour œil », appelant à de nouvelles manifestations. L'expression a également été peinte en chinois en plusieurs endroits de l'aéroport, où de nombreux manifestants portaient des bandeaux ou des bandages sur les yeux en solidarité avec la blessée.

De leur côté, les autorités se défendent de tout usage excessif de la force. Parallèlement, la police dévoilait, hier, deux camions surmontés de canons à eau, un instrument qui n'a jamais été utilisé en plus de deux mois de contestation.

CATHAY PACIFIC

La compagnie hongkongaise Cathay Pacific, sous pression de la Chine, a averti, hier, ses salariés qu'ils pourraient être licenciés s'ils « soutiennent ou participent aux manifestations illégales ». La direction générale de l'aviation civile chinoise a exigé, vendredi, de la compagnie aérienne les noms des personnels à bord de ses vols à destination de la Chine ou survolant son espace aérien. Pékin a indiqué que les employés soutenant le mouvement pro-démocratie ne seraient pas autorisés sur ces vols.

Trois enfants décédés dans un chavirage

MANCHE Une embarcation a chaviré au large d'Agon-Coutainville (Manche) hier après-midi et, parmi les six occupants, trois enfants de 7, 9 et 13 ans sont décédés. Ils étaient en arrêt cardiaque lorsqu'ils ont été pris en charge par les secours et n'ont pu être réanimés tandis que les trois adultes qui les accompagnaient sont indemnes ou légèrement blessés. La vedette de type pêche-promenade, à bord de laquelle se trouvaient les six passagers s'est retournée à environ 800 mètres de la plage de Passous à Agon-Coutainville. Aucune mise en garde particulière n'avait été émise pour la navigation hier après-midi.

Les opposants du G7 dévoilent leurs plans

PAYS BASQUE Les représentants des plateformes autorisées à s'unir du 19 au 26 août à Urrugne, Hendaye et Irun ne veulent pas de violence

Vincent Dewitte
v.dewitte@sudouest.fr

« Les sept pyromanes du G7 de Biarritz vont à nouveau se rencontrer pour perpétuer un système au service des plus riches et des multinationales. Il est temps de stopper ces incendiaires de la planète... » La déclaration est forte, mais les intentions des organisateurs du contre-sommet officiellement autorisé du 19 au 26 août à Urrugne, Hendaye et Irun sont pacifiques. Réunis, hier matin à Hendaye, les représentants des plateformes G7 Ez ! (en français G7 Non !) et Alternatives G7 ont, en tout cas, affiché l'ambition de s'opposer sur le terrain des idées.

Afin d'éviter tout amalgame avec d'éventuelles dégradations et violences qui pourraient être commises par des groupuscules tels que les redoutés Black bloc, ceux qui portent la voix d'une centaine d'organisations sociales et politiques du Pays basque, de France et d'Europe annoncent leur souhait de manifester sans casse ni brutalité.

« Un consensus d'action »

« Face à la propagande ultralibérale, raciste et autoritaire, et face à la répression de plus en plus brutale du président Macron, nous souhaitons éteindre l'incendie en faisant entendre une voix constructive, porteuse d'espoirs », revendiquent-ils en mettant en avant « un consensus d'action », sorte de pacte de non-débordement qui s'appliquera à tous les participants, sur tou-



Les représentants des plateformes contestataires G7 Ez ! et Alternatives G7, hier matin, à Hendaye. PHOTO © SUD OUEST

tes leurs mobilisations. Ce « refus du G7 et de son monde » prendra d'abord la forme de conférences et d'ateliers. Une centaine de temps forts sont prévus du 21 au 23 août à Hendaye et à Irun, avec des intervenants de tous horizons.

Les militants anticapitalistes, qui seront regroupés dans un ancien centre de colonie de vacances, à Urrugne, et qui se déplaceront sur les différents sites du contre-sommet via des navettes spécialement affrétées, prévoient d'y réserver une large place à la jeunesse basque, aux gilets jaunes, mais aussi aux représentants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes.

Le point d'orgue de cette convergence de luttes est annoncé le 24 août, sous forme d'une marche

d'Hendaye à Irun. L'idée est aussi avancée de participer à un grand rassemblement sur sept places du Pays basque, de Bidart à Anglet en passant par Bayonne et Biarritz.

À la différence des actions précédentes, cette mobilisation prévue le 25 août n'a pas été déclarée en préfecture, elle risque donc d'être compromise. Le mot d'ordre sera inchangé : « En cas de charges et violences policières, nous mettrons en place des techniques de résistance non violente... »

SUD OUEST.fr

Entretien avec Aurélie Trouvé,
d'Alternatives G7 et Attac France.

● Abonnés.

La voie rapide à l'horizon 2020

VILLESÈCHE-LA VIGERIE L'aménagement de la RN 141 à l'ouest d'Angoulême, direction Cognac, avance bien. À La Vigerie, la deux fois deux voies se dessine. Le point



La Vigerie. À gauche, la voie de rétablissement. Au centre et à droite : la future voie express. PHOTOS LUC DROUOT / « SUD-OUEST »

Vous empruntez fréquemment la RN 141 entre Angoulême et Cognac ? Si oui, patience et vigilance sont de rigueur. Les travaux dans les célèbres virages de La Vigerie, à hauteur de Saint-Satumin, vous obligent à lever le pied. Les conditions de circulation ont évolué ces derniers jours (lire ci-contre). Prière de respecter les limitations, à 50 et à 70 km/h. À cette vitesse, vous constatez d'ailleurs combien le chantier a bien avancé cet été. La future deux fois deux voies se dessine. Les délais sont tenus. La voie rapide Villesèche-La Vigerie devrait être ouverte à l'horizon 2020, sans doute au printemps. Voilà ce qu'il faut savoir de cette opération routière importante.

1 Pourquoi ces travaux étaient si attendus ?

Parce que le nouveau tronçon de 5,3 km, à l'ouest d'Angoulême, va sécuriser le trajet Angoulême-Cognac. La 2 x 2 voies va aussi fluidifier la circulation dans le quartier des Planes à Saint-Yrieix et la côte de Sainte-Barbe à Fléac, où transitent plus de 14 000 véhicules par jour. Cela fait des années que l'automobiliste charentais attend cette voie rapide. La déclaration d'utilité publique du projet date de 1996 !

Des premiers travaux furent menés dans les années 2000, entre les lieux-dits Épineuil et Villesèche (cette portion porte le nom de RN 1141 - voir notre infographie ci-contre). Mais l'opération jusqu'à La Vigerie fut vite interrompue.

Priorité était donnée au chantier de la LGV Tours-Bordeaux.

2 Quel est le tracé exact du nouveau tronçon ?

Il débute à l'échangeur de Villesèche (commune de Saint-Yrieix) mis en service en 2006. Il passe ensuite sous des ouvrages d'art (rues de Bellejoie et de Tridou) à Fléac ; file entre les hameaux de Brenat et de la Vallade (toujours à Fléac) ; et rejoint l'échangeur de La Vigerie, en passant sous le pont-rail de la LGV. Cette première portion (de 3,7 km) a été créée ex nihilo. Les hommes de l'art appellent cela un « tracé neuf ». Le projet se poursuit vers l'ouest, dans la vallée de la Nouère, en rectifiant les virages dangereux de La Vigerie (commune de Saint-Satumin). Cette portion de 1,6 km - en aménagement sur place - est la plus délicate à traiter.

3 Quel est le calendrier et le coût du programme ?

Les dernières autorisations environnementales ont été accordées en 2016 et en 2017. Puis vinrent les travaux de déboisement et de libération des emprises. Le terrassement a débuté au printemps 2018. La section courante doit être livrée en 2020, sans doute au printemps. Pour l'heure, le calendrier est respecté. Le maître d'œuvre est la Dreal Poitou-Charentes ; la maîtrise d'ouvrage a été confiée à la Direction des routes Atlantique (Dra), assistée de la société Qualiconsult (pour la coordination et la sécurité) et la société Seged (pour les questions d'environnement). Le coût de l'opération s'élève à

40 millions d'euros, dont une large participation des collectivités locales (lire le détail du financement ci-contre).

4 Pourquoi le chantier est-il qualifié d'exemplaire ?

Parce que les mesures dites de « compensation environnementales » ont été bien instruites. Le fonctionnement hydraulique des cours d'eau de la vallée a été revu et amélioré, desservi par plusieurs nouveaux ouvrages. La Dreal a notamment travaillé avec le Cibra, le syndicat intercommunal de la Vallée de la Nouère. Par ailleurs, il a fallu « restaurer » l'habitat d'espèces protégées. Enfin, les entrepreneurs ont été priés d'utiliser sur certaines portions des enrobés plus respectueux de l'environnement, avec une forte proportion de « vieux » agrégats (bitume recyclé, déchets d'anciennes routes, etc.).

5 L'affaire du rétablissement de la RD 83 est-elle réglée ?

Oui. On se souvient qu'en 2016, l'affaire était pourtant mal emmanchée. L'État n'était pas maître du foncier nécessaire à la construction d'un pont sur la RN 141. C'est réglé. Cet ouvrage sera bien construit, après l'ouverture de la voie rapide. Il permettra aux automobilistes d'aller à Saint-Satumin d'un côté, à Douzat et à Asnières-sur-Nouère de l'autre.

SUD OUEST.fr
D'autres images du chantier,
depuis le début de l'opération
Abonnés.



Quelques images de la chaussée neuve, entre l'échangeur de Villesèche et celui de La Vigerie. Les hommes de l'art ont dû percer des collines calcaires

5,3 km

C'est la longueur de la portion à deux fois deux voies que l'État (aidé de ses partenaires financiers locaux) construit ici, entre Villesèche (commune de Saint-Yrieix) et La Vigerie (Saint-Saturnin). Dans le détail, il y a 3,7 km de tracé neuf (de Villesèche à l'échangeur de La Vigerie, près de la ligne LGV) et 1,6 km d'aménagement sur place (dans les anciens virages de La Vigerie).

40 M€

Le montant de l'opération, inscrit au dernier contrat de plan liant l'État à la Région. Il se décompose ainsi : le Département apporte 21 M€, l'État 8 M€, le Grand-Angoulême 5 M€ et le Grand-Cognac 3 M€.

850 000

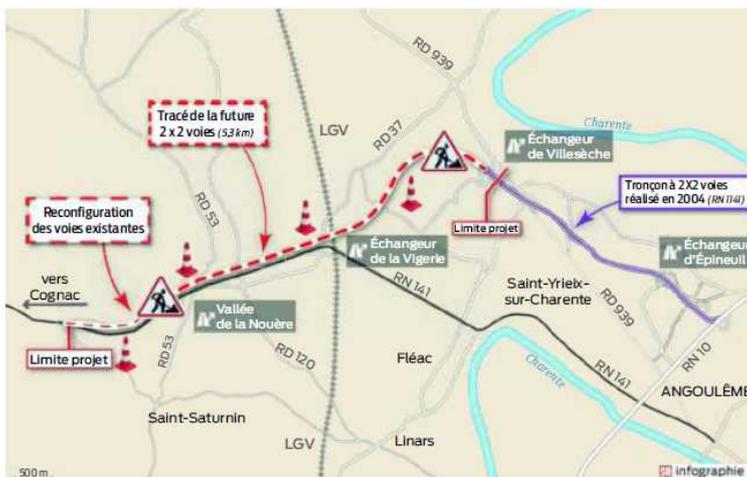
Le nombre de mètres cubes de roche et de terre déplacés.

14 700

Le nombre de véhicules qui circulent ici chaque jour, dont environ 9 % de poids lourds. Le nouveau tronçon facilitera le trajet entre Angoulême et Cognac.

Les conditions de circulation

CET ÉTÉ Le trafic a été dévié fin juillet sur environ 1,6 km, sur une demi-chaussée de la future 2x2 voies, du côté de La Vigerie. Prudence : ce tronçon est limité à 70 km/h et à 50 km/h dans les raccordements aux deux extrémités. Début août, le carrefour entre la RN 141 et la RD 53 (liaison entre Saint-Saturnin et Asnières-sur-Nouère) a été définitivement fermé, afin de poursuivre la construction de la 2x2 voies à l'ouest de La Vigerie. Côté Saint-Saturnin, une déviation temporaire est mise en place par Hiersac, jusqu'à ce qu'un pont soit construit au-dessus de la RN 141. Côté Asnières, les usagers sont redirigés vers la nouvelle voie latérale en cours d'achèvement qui rejoindra l'échangeur de La Vigerie. Fin août, il sera à nouveau possible de rejoindre Linars depuis la RN 141, selon un nouveau tracé de la RD 120 qui se branchera directement sur l'échangeur de La Vigerie.



Les entrepreneurs ont dû brasser 850 000 mètres cubes de roche et de terre

La collecte des déchets décalée de 24 heures



En raison du 15 août, jour férié, la collecte des ordures ménagères est décalée d'une journée. Les communes et secteurs concernés par le ramassage des sacs et bacs noirs le jeudi matin seront collectés vendredi matin. Celles et ceux collectés habituellement le vendredi le seront samedi. Ce changement se poursuivra jusqu'au samedi. De plus, les sept déchetteries gérées par Calitom seront fermées le 15 août. PHOTO ARCHIVES XAVIER LÉOTY

La qualité sur le pouce

RESTAURATION

Benjamin Lambert et Amandine Lacouture ont ouvert La Fabrique où ils proposent une restauration rapide originale

Didier Faucard
d.faucard@sudouest.fr

Vous en avez marre d'avaler chaque midi le même sandwich ou la même salade ? Le dimanche soir quand la flemme de cuisiner vous prend, vous aimeriez bien trouver une alternative à la sempiternelle pizza ou au passage au fast-food ?

Alors, La Fabrique est faite pour vous. La Fabrique, c'est le projet, l'aventure dans laquelle se sont lancés Amandine Lacouture et Benjamin Lambert. Avec un concept bien particulier, proposer une restauration rapide à emporter ou à consommer sur place sur les trois tables installées, avec un certain esprit « bistrannique », qu'il s'agisse de sandwiches, de plats cuisinés ou de desserts. Mus par la volonté de montrer que les deux ne sont pas antinomiques.

Des produits locaux

Ce sont des épicuriens : « On voulait un restaurant à notre image », disent-ils. Et cela même si la jeune femme s'affirme végétarienne depuis toujours. Là aussi, l'un n'empêche pas l'autre, « d'ailleurs, quand ils me voient, les gens ont du mal à croire que je suis végétarienne », ri-gole-t-elle.

Ce goût des bonnes choses qu'ils ont en commun, ils le doivent l'un et l'autre à leurs familles, parents et grands-parents ; elle du côté de Saint-Laurent-de-Céris, dans le Nord-Charente ; lui à La Tremblade, sur la côte charentaise. « Je me souviens avoir été chercher des produits à la ferme avec mon père », confie Benjamin. Et cette éduca-



Amandine Lacouture et Benjamin Lambert, une autre conception du repas « sur le pouce » et à emporter. PHOTO: D.F.

De l'école à La Fabrique

Élève au lycée hôtelier de La Rochelle, Benjamin Lambert a travaillé chez Jean Coussau, chef du restaurant deux étoiles Le Relais de la poste à Magescq, dans les Landes. « C'était mon premier stage en cuisine ; J'ai tout appris là-bas », confie-t-il. Après, il a pas mal boursingué entre Courchevel, les restos de la côte charentaise, l'Auberge de l'Argentor à Nanteuil-en-Vallée, le Pays Basque...

Après des études de langues (LEA) à La Rochelle, pendant quatre ans, Amandine Lacouture a totalement bifurqué, « je ne savais pas où j'allais et j'ai toujours été passionnée de cuisine. Je me suis inscrite à l'Esthna d'Angers en master valorisation économique de la culture, spécialisation gastronomie, vin et tourisme ». Jusqu'à ce que Benjamin Lambert l'embarque à Morzine puis à Bonifacio où le couple a mûri son projet avant de revenir en Charente.

tion du goût, ils s'en servent aujourd'hui dans leur cuisine. Leur truc, ce sont les produits frais et locaux. « Nous avons mis un an à trouver les bons producteurs. J'ai des amis pêcheurs à La Tremblade, je passe par eux. La viande de porc

vient du Nord-Charente. Nous prenons les légumes au Clin d'œil paysan (à Javrezac, NDLR). Nous avons la chance d'être dans une région où il y a beaucoup d'excellents produits », estime le cuisinier.

La carte est courte mais goû-

teuse, « on sait ce que ça veut dire quand la carte est trop importante », glisse Amandine Lacouture. Ici, tout est fait « maison », les recettes sont composées pour la semaine (et le stock volontairement limité réapprovisionné au fur et à mesure), « sans chichis. Comme disait Paul Bocuse, les bons produits n'ont pas besoin de beaucoup de transformations. Je me sens à l'aise et je sais ce que je veux faire », reprend Benjamin Lambert. Le cuisinier fait son pain et ses pâtes fraîches avec de la farine venue de Chillac, cuit lui-même son jambon ou ses poulets venus aussi du sud du département. Il pousse qu'à réaliser lui-même les biscuits de ses tiramisus.

Un bon début

Située allée de la Corderie, en lieu et place de l'ancien Petit Dug (1), La Fabrique est ouverte depuis le 21 juillet. « La première semaine a été un peu timide, indique Amandine Lacouture. On n'a pas fait beaucoup de pub, on compte sur le bouche-à-oreille et on a communiqué sur les réseaux sociaux ».

Mais le resto s'est visiblement rapidement construit une petite réputation auprès des Cognaçais et des touristes si l'on en croit le fait que les stocks constitués sont rapidement épuisés. « L'objectif est que les gens passent le pas de la porte et posent des questions ; on adore échanger et parler de ce que l'on fait », poursuit la jeune femme. Tant sur le contenu que sur les tenants, « qui sont soit écocompatibles soit recyclables ». Les plats cuisinés et desserts sont présentés, d'une manière originale dans des bocaux de conserve, « soit les gens les gardent, soit ils récupèrent la consigne ». La Fabrique a tout pour devenir le rendez-vous régulier de ceux qui ont adopté le concept du « manger moins mais manger mieux ».

(1)14 allée de la Corderie. Tél. 05 45 82 7701.

Comptoir 17 : la brasserie chic

L'autre nouveauté en matière de restauration, ces derniers temps à Cognac, est l'ouverture du Comptoir 17, rue d'Angoulême (1), là où se trouvait le magasin Pantashop. Une ouverture née de l'esprit d'entreprendre de Grégory Demester, déjà patron du restaurant Baan Thai, boulevard Denfert-Rochereau. « Quand il a vu l'annonce de mise en vente, il est allé visiter le local et quand il a vu l'intérieur, il a appelé l'agence pour dire qu'il achetait », résume Pierre-Antoine Planque, le chef-cuisinier. Lequel avoue être entré dans l'aventure, « un peu par hasard ».

Grégory Demester cherchait un chef. Il a d'abord contacté le responsable du Baan Thai qui a préféré y rester. Et quand il m'a proposé le poste, au départ, je n'étais pas trop

chaud, j'avais un contrat à La Belle Époque et ça m'embêtait de les planter pendant la saison. Il m'a tout de même invité à visiter le restaurant et ça a été déterminant. Je lui ai demandé du temps pour réfléchir et, en rentrant chez moi, j'ai eu du mal à dormir. Le lendemain, je l'ai rappelé pour lui dire ok. Lui-même a été surpris, il pensait que je ne le rappellerais pas avant deux ou trois jours ». Le fait aussi que les deux hommes soient originaires du Nord a créé des liens.

Une belle opportunité

« Avoir cette place de chef était une opportunité que je ne pouvais pas laisser passer », concède Pierre-Antoine Planque. « J'avais déjà eu une petite expérience de chef, il y a qua-

tre ans. Puis, je suis redevenu second au Coq d'or pendant deux ans. Ça m'a appris le management de gros volumes. Ensuite, j'ai été à La Belle Époque en CDD, là c'était une cuisine d'un niveau supérieur à ce que je faisais habituellement. »

Le voilà donc responsable de sa propre cuisine. « Grégory m'a confié la totale responsabilité de l'établissement, cuisine et salle ». Un établissement que Pierre-Antoine Planque définit comme une « brasserie chic avec quelques références au Nord ». Une carbonade flamande peu courante dans nos contrées a même reçu les compliments d'un touriste belge. Dans un décor industriel, bois et métal, séduisant encore rehaussé d'un superbe espace à l'étage, Comptoir 17 ouvert depuis



Pierre-Antoine Planque. D.F.

une quinzaine de jours, a fait des premiers pas satisfaisants selon son chef. « Il y a des petites choses à rectifier, mais c'est bien parti. »

(1)17, rue du Canton. Tél. 09 75 321148.

Jean Nadaud, figure du bourg, est décédé

Figure de Saint-Sulpice-de-Cognac, après avoir exercé pendant toute une vie son métier d'artiste ferronnier avec passion, Jean Nadaud était resté président du club du troisième âge Trait d'union pendant vingt-trois ans jusqu'en janvier 2019. Il était également membre de nombreuses associations locales dont les Aînés ruraux à Angoulême.

Au service de tous, il aimait son bourg qu'il n'a que rarement quitté. Il y résidait et y avait exercé son activité professionnelle. Dans la cour de la mairie, il existe la salle Jean-du-Bourg. C'est pour lui. Un petit clin d'œil de la municipalité.

« Le Travail », outil d'antan

En place, devant l'église de Saint-Sulpice-de-Cognac, le « Travail » fait partie du patrimoine local rare, comme Jean Nadaud en faisait partie. Cet outil est l'un des derniers vestiges de la culture paysanne en Saintonge. Jean Nadaud l'utilisa, jusque dans les années 1960, pour ferrer les bœufs et les chevaux. Lorsqu'il racontait l'histoire de son « Travail », ses yeux étincelaient. Jean Nadaud aimait avec passion son métier de ferronnier, d'artiste, comme un héritage que lui avait légué son père et comme lui-même l'avait transmis à son fils Alain.

Il a toujours été secondé par



Jean Nadaud, au premier plan, lors de son passage de témoin à la nouvelle présidente du club Trait d'union. PHOTO C.C.G.

son épouse Jacqueline, à ses côtés en toutes circonstances, pour partager les bons et les mauvais moments de sa vie. Jean Nadaud était d'un naturel très calme et réservé. Il aimait se confier aux personnes qu'il choisissait avec discernement.

Un pilier du club

Il a porté son club du troisième âge, avec une centaine de membres, presque jusqu'à l'épuisement. Tout au fond de lui, sans qu'il ose le montrer, ceux qui le connaissaient bien ont entendu

le grand « ouf » de soulagement lorsqu'il a passé le témoin de la présidence. Il pouvait, enfin, partir en paix. Le maire, Dominique Souchaud, l'a confirmé : « Jean, en ta mémoire, le club continuera de vivre ».

Ses obsèques se dérouleront ce mercredi, à 10 heures, à l'église de Saint-Sulpice-de-Cognac. À sa famille, à ses proches, le maire, les employés communaux et les conseillers municipaux présentent leurs sincères condoléances.

Colette-Christiane Guiné

Gérard Antoine, fidèle conseiller, s'est éteint

Après s'être battu pendant plusieurs années contre la maladie, Gérard Antoine est décédé. La commune de Saint-Sulpice-de-Cognac, sa commune, il la connaissait bien, il l'aimait. Gérard Antoine y est né et y a travaillé toute sa vie. Il a poursuivi l'activité viticole familiale aux Annereaux, où il a vécu avec son épouse Sylvie et élevé leurs deux enfants. Il a été conseiller municipal et président de l'association Vivre en Borderies pendant quelques années.

Viticulteur de père en fils

Homme calme, sage, réfléchi et réservé, jusqu'à ses derniers instants, il était passionné par la vie communale. Viticulteur de père en fils, Gérard Antoine était né le 23 octobre 1945 à Saint-Sulpice-de-Cognac. C'était un homme de la terre et un des derniers négociants de la commune. Ses pinneaux et cognacs étaient renommés. Toujours réélu depuis 1977, il avait pris la suite de son père Jean au sein du Conseil municipal. Il siégea à la table des élus avec pas moins de cinq maires différents. Il recherchait toujours le consensus



Gérard Antoine lors d'une réunion municipale, à gauche. PHOTO COLETTE-CHRISTIANE GUINÉ

et la construction. Fidèle au poste, seule la maladie l'écarta des séances du conseil. Doyen d'âge, il assumait encore récemment son rôle avec sérieux. D'une grande sagesse, sachant prendre du recul, il pesait toujours le pour et le contre avant un vote, et surtout lorsque les points portaient sur les finances.

Un président impliqué

Toujours impliqué, il assumait pendant quelques années la prési-

dence de l'association Vivre en Borderies. Il n'a pas été épargné au cours de ces dernières années avec une succession d'ennuis de santé. Accompagné par ses proches, il a énormément lutté. Ses obsèques se dérouleront, mercredi, à 15 h 30, à l'église de Saint-Sulpice-de-Cognac. À sa famille, à ses proches, le maire, les employés communaux et les conseillers municipaux présentent leurs sincères condoléances.

C.-C.G.